

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 11 SEPTEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2013
(CENTRE)

NOR : ASET1351103M

IDCC : 1597

Entre :

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

La SF FO Centre ;

L'UR CFDT Centre ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} novembre 2013.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	SALAIRE horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1 – position 2	150 170	1 430,25 1 462,09	9,43 9,64
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 504,56	9,92
Niveau III Compagnons professionnels : – position 1 – position 2	210 230	1 612,25 1 700,22	10,63 11,21
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe : – position 1 – position 2	250 270	1 794,25 1 885,25	11,83 12,43

Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} novembre 2013.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Fait à Orléans, le 11 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)